



PROGRAMME DE L'APE POUR LE DEVELOPPEMENT

ANNEXES

VERSION DRAFT DU 31 décembre 2008

ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME APE POUR LE DEVELOPPMENT

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Risques et hypothèses
<p>Objectif global</p> <p>Une économie régionale compétitive, harmonieusement intégrée à l'économie mondiale et qui stimule la croissance et le développement durable</p>	Indicateurs de développement humain et de la pauvreté.	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques nationales et régionales- - Statistiques du système des Nations Unies /FMI, Banque Mondiale - Rapports macro-économiques et sectorielles (Gouvernements, bailleurs de fonds, Agences de développement, etc.) 	
<p>Objectif spécifique</p> <p>La région Afrique de l'Ouest tire pleinement profit des opportunités offertes par l'APE et minimise les effets négatifs de l'accord</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de croissance des flux commerciaux intracommunautaires et entre l'AO, l'UE et le reste du monde - Part dans le commerce mondial 	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques nationales (INS, Douanes, Ministères de l'Industrie, des Finances, du plan, etc.) et régionales - Rapports macro-économiques et sectorielles (Gouvernements, Institutions Régionales, bailleurs de fonds, Agences de développement, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP). - Mise en œuvre des programmes nationaux et régionaux de développement - Poursuite des réformes structurelles nécessaires à une croissance économique durable - Les Etats de la région AO et l'UE respectent leurs engagement dans le cadre de l'accord. - Tous les acteurs concernés s'engagent pour assurer le succès du Programme de l'APE pour le développement
<p>Résultat 1 :</p> <p>Les capacités de production sont diversifiées et accrues</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de croissance de la contribution des secteurs de production au PIB - Amélioration des indices de compétitivité des entreprises de production de la région - Niveau de résistance des entreprises à la concurrence 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports sectorielles - Statistiques nationales et régionales 	Les réformes structurelles dans les secteurs de production sont effectives
<p>Résultat 2 :</p> <p>Le commerce intra – régional est développé et l'accès aux marchés internationaux est facilité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Barrières non tarifaires au commerce international réduite - Production de qualité conforme aux normes internationales - Zone de libre échange achevée et union douanière opérationnelle 	Rapports d'enquêtes	Les Etats de la région AO respectent leurs engagements dans l'Union douanière
<p>Résultat 3 :</p>	Indice du niveau général des	Données statistiques nationales et	Les ressources nécessaires sont

<p>Les infrastructures nationales et régionales liées au commerce sont améliorées et renforcées</p> <p>Résultat 4 : Les ajustements indispensables sont réalisés et les autres besoins liés au commerce sont pris en compte</p> <p>Résultat 5: L'APE est mis en œuvre, suivi et évalué</p>	infrastructures	régionales	mobilisées et les capacités d'absorption sont améliorées
	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de pays ayant atteint la stabilité macroéconomique - Impact fiscal net de l'APE compensé - Impact social de l'APE réduit 	<p>Statistiques du système des Nations Unies ONUDI, PNUD, CNUCED, OMC, FMI, Banque Mondiale</p> <p>Données statistiques nationales et régionales</p>	Les réformes au niveau national et régional sont mises en œuvre
	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de réalisation physique du programme de l'APE pour le développement - Taux d'absorption des ressources financières - Indicateurs de la compétitivité en progression 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'enquêtes - Rapport de l'Observatoire de la compétitivité - Rapport des structures de mise en œuvre et de suivi 	Le dispositif institutionnel est mis en place et fonctionnel au niveau régional et national

Logique d'intervention	Moyens	Coûts	Risques et hypothèses
Activités :			
Activités pour résultat 1 : Les capacités de production sont diversifiées et accrues		1 855	
R1C1 : Structuration et mise à niveau de l'industrie et services connexes	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique - Jumelage - Formation, coaching - Investissement matériel et immatériel - Fonds d'étude - Appui aux acteurs et structures d'encadrement - Ligne de crédit - Visibilité - Suivi-évaluation 	813	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des réformes structurelles nécessaires au bon déroulement des programmes - Adhésion et motivation des entreprises, y compris les entreprises familiales - Volonté du secteur public et privé à créer un environnement favorable à la compétitivité et à l'investissement - Les bailleurs de fonds et les Etats soutiennent la mise en place de fonds suffisants pour la mise en œuvre des activités - Le dialogue Etats-Entreprises de production-Institutions financières est fructueux
R1C2 : Promotion et développement durable des filières agricoles, des exploitations agricoles et des infrastructures d'approvisionnement en eau		502	
R1C3 : Appui au développement de l'Artisanat		30	
R1C4 : Appui au développement des services prioritaires		110	
R1C5 : Promotion de l'investissement privé et développement des affaires		205	
R1C6 : Renforcement des capacités du secteur privé		40	
R1C7 : Appui à la recherche scientifique, à l'innovation et au développement technologique		80	
R1C8 : Appui à la formation et au renforcement des ressources humaines		75	
Activités pour résultat 2 : Le commerce intra – régional est développé et l'accès aux marchés internationaux est facilité		631	<ul style="list-style-type: none"> - Les Etats membres manifestent une réelle volonté dans la mise en œuvre des réformes - Les règles liées à l'accès aux marchés sont transparentes et fiables - Les politiques commerciales sont pleinement intégrées aux stratégies régionales et nationales de développement - Les acteurs sont motivés et disposent des capacités nécessaires
R2C1 : Mise en place et opérationnalisation de l'Union Douanière, facilitation des échanges	210		
R2C2 : Appui à la mise en conformité aux normes (OTC / SPS)	101		
R2C3 : Appui à la promotion de l'exportation	90		
R2C4 : Renforcement des capacités commerciales pour l'appropriation et la maîtrise des politiques et réglementations commerciales	30		
R2C5 : Appui à l'amélioration de la performance de la chaîne logistique dans le commerce de l'AO	200		
Activités pour résultat 3 : Les infrastructures nationales et régionales liées au commerce sont améliorées et renforcées		6 029	<ul style="list-style-type: none"> - Des ressources suffisantes sont mobilisées - Le secteur privé est engagé aux côtés du secteur public et des bailleurs de fonds - Le principe de subsidiarité est bien suivi et appliqué - Les réformes nécessaires pour créer l'environnement favorable sont menées à terme
R3C1 : Renforcement des capacités de production, transmission et distribution de l'énergie de qualité, fiable et disponible à moindre coût	3 235		
R3C2 : Réhabilitation et développement du réseau routier pour un meilleur accès aux marchés	2 500		
R3C3 : Réhabilitation et développement du réseau ferroviaire pour un meilleur accès aux marchés	14		
R3C4 : Appui à l'amélioration des systèmes de télécommunication pour renforcer le lien agents économiques et marchés	280		
Activités pour résultat 4 : Les ajustements indispensables sont réalisés		865	<ul style="list-style-type: none"> - Les impacts de l'ouverture du marché sont bien connus

et les autres besoins liés au commerce sont pris en compte			- Les acteurs parviennent à un consensus sur l'évaluation des impacts
R4C1 : Renforcement du système de surveillance multilatérale		80	- Le système de surveillance est fiable
R4C2 : Renforcement des systèmes statistiques régionales		15	- Les tendances lourdes dans les réformes sont maîtrisées
R4C3 : Appui à la transition fiscale et compensations fiscales		400	
R4C4 : Appui à la réforme des administrations publiques		270	
R4C5 : Appui aux réformes sociales		45	
R4C6 : Renforcement des capacités en matière de concurrence		35	
R4C7 : Renforcement des capacités en matière des droits de propriété intellectuelle		20	
R4C8 : Mise en place des instruments de défense commerciale		15	
Activités pour résultat 5 : L'APE est mis en œuvre, suivi et évalué		145	- Les acteurs s'approprient le PAPED - L'ensemble des parties prenantes et des bénéficiaires soutiennent le programme
R5C1 : Développement de partenariats pour la bonne gouvernance par l'appui à la société civile		15	- Les informations circulent avec la fluidité appropriée
R5C2 : Appui institutionnel et technique pour la mise en œuvre de l'accord		75	- Le rôle des catégories d'acteurs est clairement défini et compris permettant d'éviter les conflits d'attributions
R5C3 : Mise en place de l'observatoire de la compétitivité		55	- Les structures nationales et régionales facilitent la collecte des données

Annexe 2 : Correspondance entre les composantes du PAPED et les thématiques de l'APE

Domaines	Thématiques	Composantes du PAPED	Coût des composantes (en millions d'Euro)	Total
Amélioration de la compétitivité et renforcement de la capacité de production	Restructuration et élargissement des bases de production dans les secteurs de l'industrie, l'artisanat, l'agriculture, l'élevage, la pêche	Structuration et mise à niveau de l'industrie et des services connexes	813	1345
		Promotion et développement des filières agricoles, des exploitations agricoles et des infrastructures d'approvisionnement en eau pour la production	502	
Appui au développement de l'Artisanat		30		
	Appui au secteur privé	Appui à la formation et au renforcement des ressources humaines	75	490
		Promotion de l'investissement privé et développement des affaires	205	
		Promotion des exportations	90	
		Renforcement des capacités des services et institutions de soutien aux entreprises et promotion du partenariat	40	
		Appui à la recherche scientifique, à l'innovation et au développement technologique	80	

Mise en œuvre des règles et obligations prévues dans l'Accord	Interconnexion des infrastructures	Renforcement des capacités de production, transmission et distribution de l'énergie de qualité, fiable à moindre coût	3 235	6029
		Réhabilitation et développement du réseau routier pour un meilleur accès aux marchés	2 500	
		Réhabilitation et développement du réseau ferroviaire pour un meilleur accès aux marchés	14	
		Appui à l'amélioration des systèmes de télécommunication	280	
	Régime douanier et Facilitation du commerce (Zone de libre – échange, union douanière et facilitation des échanges)	Mise en place et opérationnalisation de l'Union Douanière, facilitation des échanges	210	210
	Normalisation, contrôle de qualité et services connexes, mesures SPS et OTC	Renforcement et élargissement du « Programme d'appui à la compétitivité et l'harmonisation des mesures OTC et SPS »	101	101
Commerce des services	Appui au développement des services prioritaires	110	310	
	Appui à l'amélioration des performances de la chaîne logistique dans le commerce de l'Afrique de l'Ouest	200		
Concurrence et droits de propriété intellectuelle	Renforcement des capacités en matière de concurrence	35	55	
	Renforcement des capacités en matière des droits de propriété intellectuelle	20		

	Surveillance multilatérale et statistiques régionales	Renforcement des systèmes statistiques régionales	15	95
		Renforcement de la stabilité macro économique, y compris le système de surveillance multilatérale	80	
Impact fiscal, réformes fiscales et réformes sociales	Mise en place des instruments de défense commerciale	Mise en place des instruments de défense commerciale	15	15
		Appui à la transition fiscale et aux compensations fiscales	400	445
Mise en œuvre, suivi et évaluation de l'APE		Renforcement des capacités commerciales pour l'appropriation ainsi que la maîtrise des politiques et réglementations commerciales	30	445
		Développement des partenariats pour la bonne gouvernance par l'appui à la société civile	15	
		Appui institutionnel et technique pour la mise en œuvre de l'Accord	75	
		Mise en place de l'Observatoire de la compétitivité	55	
		Appui à la réforme des Administrations publiques et des organisations d'intégration régionale	270	
TOTAL PAPED				9095

Annexe 3 : Structures de mise en œuvre et bénéficiaires

Résultat 1 : Les capacités de production sont diversifiées et accrues

Composantes/ Activités	Structures de mise en oeuvre	Bénéficiaires
Composante R1C1 : Structuration et mise à niveau de l'industrie et des services connexes	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau Régional de Restructuration et de Mise à Niveau - Comité National de Pilotage - Cellules techniques de restructuration 	
Activité R1C1A1 : Appui à la mise à niveau et à l'amélioration de la compétitivité des industries et services connexes		Industries et services connexes ; Entreprises ; Associations du secteur informel productif et services connexes ; PME ; Ministères chargés de l'industrie et du commerce (points focaux mise à niveau), Bureau de la mise à niveau, Patronat, Associations professionnelles, Banques, Experts/consultants et formateurs pour l'élaboration et le suivi de programmes de restructuration et de mise à niveau
Activité R1C1A2 : Renforcement des capacités des structures techniques d'appui à la mise à niveau.		Structures techniques d'appui à la mise à niveau (centres techniques sectoriels, Instituts de recherche et développement, Centres de promotion des exportations, Laboratoires d'analyses et d'essai, instituts de formation professionnelle spécialisés) Entreprises ; Producteurs produits spécifiques et prioritaires ayant un potentiel d'exportation (viandes, pêche, fruits et légumes, fleurs, noix de cajou, café, cacao...).
Composante R1C2 : Promotion et développement des filières agricoles, des exploitations agricoles et des infrastructures d'approvisionnement en eau pour la production		
Activité R1C2A1 : Développement des filières agro-alimentaires	Pilotage : CEDEAO Mise en œuvre : ROPPA, UEMOA, INTERFACE et CILSS Soutien technique : CORAF, CILSS, IFPRI/ILRI, ICRAF-IPGRI CILSS-IPGRI, IWMI et ICRISAT	Opérateurs aux différents niveaux des filières agroalimentaires, partant du producteur jusqu'au consommateur : promoteurs de cultures vivrières prioritaires, de productions horticoles périurbaines, agroforestiers alimentaires, de cultures d'exportation ; Entreprises exportatrices ; Filières d'élevage à cycle court ; Secteur de la pêche et d'aquaculture ; Entreprises de transformation ; Producteurs et entreprises agro-industrielles ; Instituts de recherche de la région AO
Activité R1C2A2 : Renforcement des services régionaux d'appui aux producteurs et aux opérateurs	Pilotage : CEDEAO Mise en œuvre : ROPPA, UEMOA, INTERFACE, CILSS, ROSEAO, RESIMAO, MITSOWA et CMAAOC	

	CORAF, FARA, SNRA, IITA, WARDA, ICRAF, ICRISAT, IFPRI et IFDC Soutien technique : BAD, BOAD, BCEAO, CORAF, WARDA, IITA et IFPRI/ISNAR BOAD, BAD, ROPPA, RECAO et INTERFACE	
Activité R1C2A3 : Gestion intégrée de la fertilité des sols	Pilotage : CEDEAO Mise en œuvre : - Organisations intergouvernementales et sous-régionales : CILSS et UEMOA - organisations de producteurs et secteur privé : ROPPA, RECAO et INTERFACE - organismes de recherche régionaux et sous régionaux : ICRAF, IPGRI, IITA, WARDA, IFPRI, SNRA et CIFOR	Opérateurs agricoles
Activité R1C2A4 : Amélioration de la gestion de l'eau pour la production	Pilotage : CEDEAO Mise en œuvre : - Organisations intergouvernementales et sous-régionales : CILSS, UEMOA, CENSAD, ABN, OMVS, OMVG et GIRE ; - Organisations de producteurs et secteur privé : ROPPA, RECAO et INTERFACE ; - Organismes de recherche régionaux et sous régionaux : IWMI, IFPRI, CORAF, WARDA, IITA et ICRISAT - Agences de bassin : OMVS, ABN et OMVG - SIG : CRA du CILSS	Agences de bassin ; Unité de coordination régionale des eaux ; Organisations Professionnelles ;
Activité R1C2A5 : Contribution au renforcement de la sécurité alimentaire	CEDEAO, UEMOA, Etats membres, Agences spécialisées	Populations des z
Composante R1C3 : Appui au développement de l'Artisanat		
R1C3A1 : Harmonisation et amélioration de l'environnement juridique, réglementaire et fiscal du secteur de l'artisanat	CEDEAO, UEMOA, Organes du Gouvernement chargés de l'encadrement des artisans ; Organisations professionnelles d'artisans	Maîtres artisans et ouvriers artisans Associations, Collectifs ou Chambres de métiers, Auteurs (propriété intellectuelle) ; Organisations professionnelles d'artisans ; Organes du Gouvernement chargés de l'encadrement des artisans ; Institutions de microfinance intervenants dans le secteur de l'artisanat
R1C3A2 : Renforcement des compétences techniques		
R1C3A3 : Renforcement des capacités des structures d'encadrement et de concertation entre organisations professionnelles d'artisans		
R1C3A4 : Facilitation de l'accès aux services financiers		
R1C3A5 : Mise en place d'une système d'information sur l'artisanat		
R1C3A6 : Amélioration de l'accès aux infrastructures		
R1C3A6 : Promotion commerciale des produits de l'artisanat		
Composante R1C4 : Appui au développement des services prioritaires		
Activité R1 C4A1 : Renforcement des mécanismes de régulation des	CEDEAO ; UEMOA ; Etats membres, Opérateurs des	Opérateurs des Secteurs énergie et télécommunication ;

services prioritaires (télécommunication, énergie etc.)	secteurs des services prioritaires, Agences spécialisées	Entreprises ; Consommateurs
Activité R1C4A2 : Accompagnement et développement du tourisme		Structures de développement touristique
R1C4A3 : Technologie de l'Information et de la Communication (TIC)		Secteur des TIC GSM
R1C4A4 : Assurance		Opérateurs du marché de l'assurance, chercheurs
R1C4A5 : Mise en place d'un programme de collecte et d'analyse de données statistiques sur les services		Chercheurs, Investisseurs
R1C4A6 : Promotion de la mobilité de la main d'œuvre entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest		Diplômés qualifiés
Composante R1C5 : Promotion de l'investissement privé et développement des affaires		
R1C5A1 : Amélioration des politiques ainsi que du cadre réglementaire et de protection en faveur des investissements privés	CEDEAO UEMOA Etats membres Agences de promotion des investissements	Investisseurs privés ; Entreprises
R1C5A2 : Amélioration de l'accès et de la qualité de l'information liée à l'investissement et aux opportunités de partenariat		Entreprises
R1C5A3 : Renforcement des capacités des Agences de Promotion des Investissements		Agences de Promotion des investissements
R1C5A4 : Renforcement des capacités des intermédiaires non financiers et sectoriels, y compris des consultants, à fournir des services de promotion des investissements /partenariats aux entreprises nationales, régionales et étrangères		Intermédiaires/consultants
R1C5A5 : Renforcement des capacités des intermédiaires financiers à fournir du crédit et celles des entreprises à accéder aux services financiers		Bourse régionale des valeurs mobilières ; Institutions financières ; Entreprises ; Fournisseurs de services bancaires ; Secteur de micro-finance
R1C5A6 Appui à la mise en place de zones et sites industriels/ réserves foncières aménagées pour les investisseurs privés, y compris les PME/Pôles industriels		PME/PMI, Investisseurs privés
R1C5A7 : Mise en œuvre d'un programme de promotion des PME		PME/PMI ; Organismes de financement de la PME
Composante R1C6 : Renforcement des capacités des services et institutions de soutien aux entreprises et promotion du partenariat		
R1C6A1 : Renforcement des capacités des organismes intermédiaires dans leurs actions en faveur des entreprises et en faveur du dialogue public-privé	CEDEAO, UEMOA Organes du gouvernement Organismes intermédiaires et Associations du secteur privé	Organismes intermédiaires ; Associations représentatives du secteur privé Groupements professionnels Entreprises
R1C6A2 : Promotion de clusters d'entreprises		
R1C6A3 : Promotion de partenariat/compagnonnage entre entreprises nationales, régionales et européennes ainsi qu'entre les groupements professionnels et associations du secteur privé, y compris leur mise en réseau		
R1C6A4 : Promotion de la participation du secteur privé dans le développement des infrastructures de l'AO		
R1C6A5 : La promotion de la bonne gouvernance et de l'éthique en		

entreprise		
Composante R1C7 : Appui à la recherche scientifique, à l'innovation et au développement technologique		
R1C7A1 : Renforcement des centres de recherche et des institutions d'enseignement supérieur	CEDEAO, UEMOA Agences spécialisées	Laboratoires de recherche ; Institutions d'enseignement supérieur ; Jeunes, Opérateurs économiques
R1C7A2 : Facilitation de la coordination et de l'échange d'expériences entre les différents centres de recherche de la région		Institutions d'enseignement et de recherche ; Chercheurs ; Opérateurs économiques
Composante R1C8 : Appui à la formation et au renforcement des ressources humaines		
R1C8A1 : Amélioration de la connaissance sur les besoins des compétences auprès des entreprises	CEDEAO, UEMOA Etats membres Agences spécialisées	Entreprises
R1C8A2 : Alignement des qualifications et des compétences de la main d'œuvre avec les besoins du marché du travail		Acteurs des secteurs de production ; PME
R1C8A3 : Renforcement des compétences des entreprises notamment des en matière de production et de vente		PME

Résultat 2 : Le commerce intra-régional est développé et l'accès aux marchés internationaux est facilité

Composantes/ Activités	Structures de mise en oeuvre	Bénéficiaires
Composante R2C1 : Mise en place et opérationnalisation de l'Union Douanière, facilitation des échanges		
R2C1A1 : Adoption et mise en œuvre des réformes douanières	Organisations régionales Structures étatiques Agences d'exécution	Administrations douanières
R2C1A2 : Modernisation des administrations douanières nationales		Administrations douanières
R2C1A3 : Appui à la mise en œuvre du Tarif Extérieur Commun		Opérateurs économiques
R2C1A4 : Appui à l'effectivité de la libre circulation des personnes, des services et des capitaux		Opérateurs économiques, consommateurs
R2C1A5 : Appui au programme pilote CEDEAO de facilitation du commerce du corridor de transit Abidjan Lagos		Opérateurs économiques
R2C1A6 : Dispositif de Surveillance commerciale (SC)		Opérateurs économiques
R2C1A7 : Renforcement des capacités en matière de règle d'origine		Autorités douanières, Autres institutions nationales ; Entreprises
Composante R2C2 : Appui à la mise en conformité aux normes (OTC/ SPS)		
R2C2A1 : Renforcement du « Programme d'appui à la compétitivité et harmonisation des mesures OTC et SPS »	Organisations régionales Structures étatiques Agences spécialisées	Région Afrique de l'Ouest et la région Europe ; Laboratoires de référence ; Institutions de mise en œuvre et de contrôle

Composante R2C3 : Appui à la promotion des exportations		
R2C3A1 : Amélioration des politiques, du cadre réglementaire et financier et des instruments d'appui en faveur des exportations	Organisations régionales Institutions de promotion des exportations Intermédiaires financiers	Entreprises exportatrices Intermédiaires non financiers (consultants et institutions de promotion des exportations nationales) Intermédiaires financiers
R2C3A2 : Amélioration de l'accès à l'information liée à l'exportation sur produits, marchés, partenaires		
R2C3A3 : Appui aux intermédiaires non financiers, y compris consultants et institutions de promotion des exportations nationales à fournir des services de support aux entreprises exportatrices		
R2C3A4 : Renforcement des capacités des intermédiaires financiers à fournir du crédit aux entreprises exportatrices		
R2C3A5 : Renforcement des capacités techniques, financières, marketing et de gestion des entreprises exportatrices, notamment les PME		
R2C3A6 : Appui à la prospection et à l'accompagnement de marchés extérieurs, prise en charge partiel des frais de prospection et système d'assurance à l'exportation (Assurance-prospection,, Assurance-foire ...)		
Composante R2C4 : Renforcement des capacités commerciales pour l'appropriation ainsi que la maîtrise des politiques et réglementations commerciales		
R2C4A1 : Identification des accords de l'OMC présentant un intérêt particulier pour la région Afrique de l'Ouest	Organisations régionales Organes gouvernementaux Organisations représentatives du secteur privé Agences spécialisées	Commissions CEDEAO et UEMOA Agents des Administrations publiques Acteurs du secteur privé
R2C4A2 : Réalisation de séminaires de formation (politiques commerciales, langues...), de formulation des intérêts commerciaux, d'appropriation des textes par les principaux acteurs (cadres régionaux, fonctionnaires, secteurs privés...)		
R2C4A3 : Analyse des propositions et positions de négociations commerciales de la région et de leur impact, validation des propositions de négociations par les acteurs de la région		
R2C4A4 : Appui aux Etats de la région AO ayant nouvellement accédé à l'OMC		
R2C4A5 : Appui aux réunions régionales de coordination des activités liées aux accords APE et OMC		
R2C4A6 : Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale régionale de l'Afrique de l'Ouest ainsi que des politiques commerciales nationales		
R2C4A7 : Poursuite du projet de renforcement des capacités en formulation, négociation et mise en œuvre des politiques commerciales		
Composante R2C5 : Appui à l'amélioration des performances de la chaîne logistique dans le commerce de l'Afrique de l'Ouest		
R2C5A1 : Facilitation des procédures du Commerce Extérieur	Administrations du Commerce extérieur	Secteurs industriels Exportateurs Administrations douanières
R2C5A2 : Développement des infrastructures et des services logistiques	Organisations régionales	Entreprises
R2C5A3 : Approfondissement et accompagnement des réformes		Investisseurs

sectorielles engagées pour le développement de la logistique et de l'adaptation du cadre institutionnel et réglementaire		
--	--	--

Résultat 3 : Les infrastructures nationales et régionales liées au commerce sont améliorées et renforcées

Composantes/ Activités	Structures de mise en oeuvre	Bénéficiaires
Composante R3C1 : Renforcement des capacités de production, transmission et distribution de l'énergie de qualité, fiable à moindre coût		
R3C1A1 : Mise en œuvre du plan d'action commun UEMOA-CEDEAO pour la résolution de la crise en énergie	CEDEAO (WAPP) et UEMOA Etats membres Agences Spécialisées (BOAD, BIDC)	Pays Afrique de l'Ouest Entreprises Investisseurs
R3C1A2 : Mise en place du bureau régional de régulation de l'énergie en AO		
R3C1A3 : Interconnexion des réseaux nationaux d'électricité		
R3C1A4 : Mise en place du Centre régional pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique		
R3C1A5 : Mise en œuvre du Programme régional d'efficacité énergétique		
R3C1A6 : Programme régional CEDEAO-UEMOA d'accès à l'énergie		
R3C1A7 : Accroissement des capacités d'offre d'énergie électrique		
R3C1A8 : Etude de faisabilité d'un système d'approvisionnement communautaire en hydrocarbures		
R3C1A9 : Construction d'infrastructures communautaires de stockage et de transport des hydrocarbures		
Composante R3C2 : Réhabilitation et développement du réseau routier pour un meilleur accès aux marchés		
R3C2A1 : Route trans-cotière ouest africaine		
R3C2A2 : Routes d'interconnexion du réseau routier ouest africain		
R3C2A3 : Autres réseaux routiers nationaux et régionaux liés au commerce		
Composante R3C3 : Réhabilitation et développement du réseau ferroviaire pour un meilleur accès aux marchés		
R3C3A1 : Construction et réhabilitation du réseau ferroviaire régional		
Composante R3C4 : Appui à l'amélioration des systèmes de télécommunication pour renforcer le lien agents économiques et marchés		
R3C4A1 : Réalisation des "tronçons manquants" du programme INTELCOM II permettant l'interconnexion physique des réseaux des Etats		
R3C4A2 : Mise en place d'un réseau intracommunautaire à haut débit interconnectant les villes et villages de l'Afrique de l'Ouest en matière de télécommunication		
R3C4A3 : Développement de l'information et de partenariat au profit des		Opérateurs économiques

opérateurs économiques à travers les TIC		
R3C4A4 : Réalisation d'un support communautaire pour la diffusion à moindre coût des données et cyberservices		
R3C4A5 : Renforcement des capacités des administrations nationales pour réduire les comportements illicites dans le secteur des télécommunications		Administrations nationales

Résultat 4 : Les ajustements indispensables sont réalisés et les autres besoins liés au commerce sont pris en compte

Composantes/ Activités	Structures de mise en œuvre	Bénéficiaires
Composante R4C1 : Renforcement de la stabilité macro économique, y compris le système de surveillance multilatérale		
R4C1A1 : Amélioration des instruments de gestion prévisionnelle des économies		
R4C1A2 : Mise en place de modèles macro économiques de simulation d'impact des décisions de politiques économiques		
R4C1A3: Amélioration des opérations des organes du système de surveillance multilatéral de la région		
R4C1A4: Renforcement des capacités des Etats membres de la CEDEAO pour satisfaire les critères de convergence macro économique		
R4C1A5: Renforcement de l'harmonisation des politiques macroéconomiques		
R4C1A6 : Appui à la mise en œuvre des directives de finances publiques après les travaux de relecture		
Composante R4C2 : Renforcement des systèmes statistiques régionales		
R4C2A1 : Appui à la poursuite de la mise en œuvre du Programme Statistique Régional		
R4C2A2 : Production des indicateurs de suivi de la conjoncture		
Composante R4C3 : Appui à la transition fiscale et aux compensations fiscales		
R4C3A1 : Elargissement de l'assiette fiscale		
R4C3A1S1 : Elargissement de la base taxable et baisse des taux nominaux en direction du secteur informel		
R4C3A2 : Mise en place d'une « fiscalité de développement »		
R4C3A2S1 : Allègement des prélèvements sur les facteurs de production et dans le cadre du soutien aux politiques sectorielles (par exemple l'exportation) et sociales		
R4C3A2S2 : Articulation avec l'édification du Marché Commun et la Libre Circulation des facteurs (fiscalité directe incitative pour l'investissement)		
R4C3A3 : Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale		
R4C3A3 : Modernisation des administrations et procédures fiscales		Administrations fiscales ; Régies financières
Composante R4C4 : Appui à la réforme des Administrations publiques		

R4C4A1 : Appui à la mise en place/mise en conformité du cadre réglementaire et législatif ainsi qu'à la mise en œuvre des mécanismes de contrôle de l'application de l'accord		
R4C4A2 : Renforcement des capacités notamment en matière de réalisation du diagnostic de l'état des lieux, mise en place de plans de suivi-évaluation, analyse et formulation des politiques, programmation stratégique, coordination avec les partenaires financiers, suivi de la mise œuvre des réformes (tableaux de bord), processus de prise de décisions		
R4C4A3 : Renforcement institutionnel en rapport avec l'APE (Nouvelles structures ou renforcement des structures existantes, recrutement de ressources humaines ...)		Administrations publiques
Composante R4C5 : Appui aux réformes sociales (Mise en œuvre d'un projet de gestion de la transition sociale de l'APE)		
R4C5A1 : Elaboration et mise en œuvre de politiques nouvelles de promotion de l'emploi		Entreprises, Déflatés des entreprises Chercheurs d'emplois Consommateurs
R4C5A2 : Accompagnement de la reconversion des entreprises et la réinsertion professionnelle des déflatés		
R4C5A3 : Mise en place d'un filet de protection sociale		
R4C5A4 : Amélioration des systèmes d'informations sur le marché de l'emploi		
R4C5A5 : Appui au suivi du transfert effectif aux consommateurs des préférences tarifaires accordées aux importateurs		
Composante R4C6 : Renforcement des capacités en matière de concurrence		
R4C6A1 : Mise en place d'une Autorité Régionale de la Concurrence	Organisations régionales Administrations publiques Autorités nationales de concurrence Décideurs politiques Société civile Médias Structures de gestion de la propriété intellectuelle	Structures nationales de concurrence Entreprises Consommateurs
R4C6A2 : Mise en place du Comité Consultatif de Concurrence		
R4C6A3 : Etude pour la mise en place d'une banque de données sur les entreprises		
R4C6A4 : Implication des décideurs politiques, de la société civile et des médias dans la mise en œuvre des règles communautaires		
R4C6A5 : Renforcement des capacités des structures nationales de concurrence		
R4C6A6 : Etudes périodiques sur la situation de la concurrence dans les secteurs prioritaires		
R4C6A7 : Mise en place d'un réseau des autorités nationales de concurrence		
Composante R4C7 : Renforcement des capacités en matière des droits de propriété intellectuelle		
R4C7A1 : Mise en place d'un réseau des structures de propriété intellectuelle des Etats membres	Organisations régionales Institutions ; Structures de gestion de la propriété intellectuelle des Etats membres	Structures de gestion de la propriété intellectuelle des Etats membres
R4C7A2 Renforcement des capacités (ressources humaines, équipement) des institutions et des structures de gestion de la propriété intellectuelle au		Structures de gestion de la propriété intellectuelle

niveau régional et national		
R4C7A3 Formation des acteurs principaux responsables de la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle		
R4C7A4 : Elaboration et/ou harmonisation de la législation et de la réglementation régionales relatives à la protection et au respect des droits de propriété intellectuelle		
R4C7A5 : Mise en place de cadres juridiques, institutionnels et politiques nécessaires pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC		
R4C7A6 : Mise en œuvre d'un programme de communication et de sensibilisation sur le système de propriété intellectuelle		
R4C7A7 : Promotion des indications géographiques en Afrique de l'Ouest		
R4C7A8 : Etablissement d'une base de données et d'un système de suivi des droits de propriété intellectuelle		
R4C7A9 : Mise en place d'un fonds de soutien pour l'inscription et la défense des droits de propriété intellectuelle		
R4C7A10: Mise en place d'un mécanisme de coordination et de soutien des activités de lutte contre la contrefaçon au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO		
Composante R4C8 : Mise en place des instruments de défense commerciale		
R4C8A1 : Développement des réglementations et institutions pour assurer la défense commerciale		
R4C8A2 : Développement des capacités, notamment des Administrations compétentes des Etats de la région Afrique de l'Ouest, pour une meilleure maîtrise et l'utilisation des instruments de défense commerciale prévus dans l'APE		

Résultat 5 : L'APE est mis en œuvre, suivi et évalué

Composantes/ Activités	Structures de mise en oeuvre	Bénéficiaires
Composante R5C1 : Développement des partenariats pour la bonne gouvernance par l'appui à la société civile		
R5C1A1 : Renforcement des capacités institutionnelles et d'analyse des organisations de la société civile dans leurs actions en faveur de leurs membres et en faveur du dialogue secteur public-société civile		

R5C1A2 : Promotion de partenariat, d'échange et de circulation d'information entre les organisations civiles au niveau national et régional		
R5C1A3 : Promotion de l'implication de la société civile dans la définition, la négociation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et programmes régionaux, tant au niveau macro-économique, que sectoriel		
Composante R5C2 : Appui institutionnel et technique pour la mise en œuvre de l'accord par la région AO		
R5C2A1 : Appui à la mise en place et au fonctionnement des organes chargés de la mise en œuvre et du suivi de l'accord (Conseil de l'APE, Comité de mise en œuvre de l'APE, Comité parlementaire de l'APE, Comité paritaire, Cellule d'appui technique, Comité national etc.)		
R5C2A2 : Appui à la participation de la Région Afrique de l'Ouest au mécanisme de règlement des différends		
Composante R5C3 : Mise en place de l'Observatoire de la compétitivité		
R5C3A1 : Mise en place et opérationnalisation de l'Observatoire de la compétitivité		

Annexe 4 : Coûts et financement